

ZUTABE n°9
(organe interne de ETA (m))

Lutte armée.

En Euskadi, l'activité armée a pris depuis un mois un tour nouveau et dangereux dont les conséquences échappent non seulement au contrôle organisationnel de ETA mais aussi et fondamentalement au contrôle des forces politiques (dont nous sommes) qui défendent un processus déterminé de révolution basque concrétisé dans l'Alternative (tactico-stratégique KAS).

Nous nous référons à l'activité armée développée par les dénommés «Commandos Autonomes» qui en l'espace d'une semaine ont effectué deux exécutions, à Mondragon et Aginaga, contre un membre du Service d'Information de la G.C (Garde Civile) et un chauffeur de taxi indicateur.

Ce type d'actions indique un développement de lutte armée qui pour le moment s'était limitée à des pétards sporadiques en appui à certaines revendications ouvrières et populaires, et un déploiement offensif dont nous ne pouvons passer sous silence les conséquences sans analyser brièvement le contexte politique général auquel il obéit et dans lequel nous évoluons tous.

Nous pouvons tomber facilement dans l'erreur qui consiste à porter un jugement positif sur toute action armée quelle qu'elle soit et d'où qu'elle vienne. Mais évaluer une action armée en soi, sans chercher à établir les causes et le but vers lequel elle tend, c'est tout simplement prostituer le véritable caractère de la violence révolutionnaire, reléguer son contenu politique à une mécanique purement militariste, et très probablement la condamner à être manipulée par l'ennemi pour ses intérêts réactionnaires, c'est donc réduire son rôle authentique en un simple instrument contre-révolutionnaire.

D'autre part, il est indéniable que toute activité - de masse ou armée - destinée à jeter l'interdit sur l'actuel régime oppresseur espagnol, nous favorise indirectement, même si elle est isolée, ou si elle est l'expression d'un spontanéisme qui prédomine encore aujourd'hui dans la lutte populaire en Eus-

kadi. Elle nous favorise dans la mesure où son développement contribue d'une certaine manière à appuyer et fortifier la dynamique de lutte que nous, les forces politiques du KAS, et en général la Gauche Abertzale, essayons de mener afin de conquérir une Alternative conséquente pour Euskadi. Prenons un exemple. Si nous considérons l'exécution de Mondragon comme un acte de justice révolutionnaire assumé par un groupe populaire déterminé, nous ne pouvons, à moins d'accorder une haute signification à la fonction qu'il réalise par devant le peuple, lui démontrer, lui apprendre la nécessité de la violence armée. Ceci, bien sûr, en jugeant l'action d'une manière superficielle et sans compter avec l'histoire et la réalité de la lutte armée en Euskadi. Maintenant, si nous observons l'exécution de Mondragon en la rattachant au cadre général de la pratique armée menée par le Peuple Travailleur Basque (PTB) au travers de ETA, nous sommes devant un fait certainement positif, mais dont la signification et surtout les effets sont pratiquement estompés, minimisés et absorbés dans l'ensemble global de la réalité armée que nous avons mentionnée. C'est ce que nous voulions dire quand nous mentionnions que ce type d'activités - isolées ou spontanées - favorise notre dynamique de lutte, et en définitive, notre propre processus politique.

Cependant, nous n'avons pour le moment abordé qu'un aspect du problème. C'est-à-dire que nous nous sommes basés sur ce que sont des actions qui répondent à une situation concrète d'oppression et d'exploitation dans laquelle vit notre peuple, une réaction logique de résistance à outrance provoquée par des groupes que leur conscience et leur radicalisation poussent à agir selon leurs possibilités en des circonstances déterminées, mais nous avons oublié d'approfondir les aspects les plus importants dont il faut tenir compte, comme la relation de cette activité avec l'ensemble de la lutte des classes en Euskadi, et l'objectif politique qu'elle prétend atteindre.

En abordant ces questions, nous arriverons à la conclusion que ces groupes armés autonomes comportent intrinsèquement une contradiction manifeste avec la lutte armée de ETA et supposent un danger réel de contre-proposition au processus révolutionnaire basque entrepris par les forces politiques du KAS.

Avant de poursuivre, il convient de signaler que bien que la terminologie employée puisse faire confondre en certaines occasions le mouvement qui se définit comme Comités d'auto-défense avec les Commandos Autonomes, on trouve entre les deux, à tous les niveaux, des différences essentielles, depuis l'aspect purement technique jusqu'à l'aspect idéologique, et que notre crité-

que, notre dénonciation, s'adresse exclusivement aux Commandos Autonomes.

Le Comité d'Auto-défense est un organisme directement issu de la base populaire, formé dans les quartiers populaires, villages ou usines, dont la nécessité est évidente, et composé d'une série de personnes connues - non clandestines - en vue de tâches dont le noyau d'usine ou populaire élu en assemblée est collectivement responsable. A notre avis, ces comités accomplissent une fonction spécifique qui s'est révélée nécessaire dans les cas de Donostia, Renteria, Iruinea, Portugalete, etc, fonction d'éducation du peuple, consistant à montrer le caractère inévitable de l'affrontement violent. Ils sont importants en tant qu'instruments accomplissant des tâches subsidiaires de l'Organisation armée clandestine, tâches de protection du peuple et d'éducation : il faut que le peuple comprenne la violence révolutionnaire et y participe, car il est nécessaire d'opposer la violence révolutionnaire à la violence répressive institutionnalisée par l'Etat bourgeois oppresseur. Déjà, avec le mot subsidiaire, nous indiquons que ce type d'organisation a une série de limitations dans la manière de poser le problème de l'affrontement violent, limitations imposées aussi bien par sa propre condition de structure ouverte, que par la propre corrélation des forces existantes qui définit une conception stratégique de lutte armée établie dans une Organisation de structure clandestine, disciplinée, et de direction centralisée. C'est pourquoi nous croyons qu'il est positif de promouvoir les Comités d'Auto-défense là où il n'y en a pas et où cela est possible, mais sans dépasser les attributions de défense populaire que permet chaque conjoncture politico-répressive et sans dériver vers d'inutiles démonstrations de force insurrectionnelle qui finissent toujours par le massacre du Peuple.



Les Commandos autonomes, selon les références que nous possédons, et les déductions que nous pouvons faire au vu de leur pratique et de leurs revendications, peuvent être définis comme des groupes qui persistent par dessus tout dans leur fidélité aux principes d'assemblées et d'auto-organisation, niant tout type de structures déléguées ou de direction centralisée, qui limitent la participation directe des travailleurs dans la résolution de leurs problèmes et dans la prise de décision, fidélité aussi à l'objectif stratégique d'Indépendance nationale et de Révolution communiste sans prévoir de phases dans la réalisation du processus. Dans leurs revendications, ils ne cessent de répéter leur caractère idéologique, se définissant comme anti-capitalistes, indépendantistes, et assembléaires.

En théorie, cela pourrait être la carte de visite de ces groupes, mais nous doutons beaucoup de leur pratique corresponde à leur théorie. Pour appuyer cette affirmation, quelques considérations nous viennent à l'esprit :

1) Mettre en pratique aujourd'hui en Euskadi une activité armée dirigée et décidée démocratiquement par les travailleurs en assemblée, n'est absolument pas viable, c'est une absurdité qui n'est possible qu'une fois instauré le pouvoir politique du prolétariat et une fois la révolution socialiste consolidée (sic), et même là, nous pensons que ce procédé serait à déconseiller, face à la possibilité d'une agression militaire des forces impérialistes qui nous obligerait à nous défendre.

Sans pousser le raisonnement à l'extrême pour ridiculiser le fait, nous voulons dire que soutenir actuellement en Euskadi du sud des thèses défendant le développement d'une lutte armée auto-organisée surgie des assemblées ouvrières et populaires est impossible. Primo parce que le mouvement assembléaire n'est pas du tout une formule enracinée dans l'immense majorité des peuples d'Euskadi, à tel point que son extension et son renforcement seraient des conditions préalables, si nous pensons la lutte armée comme équilibrée au niveau de tout le territoire national; secundo parce que le degré de répression inhérent à notre peuple mettrait automatiquement en déroute toute tentative allant dans ce sens. Imaginons ce qui se passerait dans le cas concret d'un conflit ouvrier dans une usine, si l'on devait exposer en assemblée ouvrière la nécessité d'une action armée en appui à une grève, et après approbation générale, décider entre tous de l'action, de ceux qui l'exécuteront, de la logistique de l'armement etc... Alors logiquement, on s'informerait même jusqu'à la personne qui viserait, et de deux choses l'une, ou l'action ne se réaliserait pas, ou la prison se remplirait. Sans compter que dans l'état actuel du mouvement ouvrier, absorbé par les manœuvres réformistes des centrales syndicales, l'approbation de n'importe quel type de lutte armée ne passerait pas; et tout cela en nous référant à une simple action revendicative. Quels problèmes apporterait donc la décision et l'élaboration d'un attentat contre une caserne de la Garde Civile ou de l'armée ?

Pour cela nous sommes sûrs que dans la pratique, les C.A. sont beaucoup moins assembléaires qu'ils le préconisent sur le papier. En étant réalistes, nous pensons que les autonomes sont une élite minoritaire qui chaque fois plus tend à mettre sur pied une structure stable clandestine qui, avec le temps, s'adaptera aux nécessités de la répression d'une part, de l'appareil d'autre part, pour finir par se convertir en une autre organisation clandestine avec une direction centralisée, ou ce qui revient au même, pour finir par

reproduire une autre ETA. Naturellement, ce futur se réalisera si les choses marchent bien pour eux, ce dont nous doutons vraiment beaucoup, pour les motifs que nous exposerons plus loin.

Pour résumer, nous pouvons déduire que les groupes autonomes traversent un processus évolutif dont l'origine s'apparente en gros aux Comités d'Auto-défense assembléaires et dont le destin est la formation d'une Organisation armée possédant quelques principes idéologiques plus ou moins définis et une stratégie de lutte armée dirigée vers des objectifs plus ou moins précis dans les deux cas plus ou moins harmonisés, car nous émettons de sérieuses réserves quant au fait d'englober la clarification idéologique et politique des différents groupes autonomes dans un ensemble homogène). Leur structure de base ou couverture politique serait constituée par tout le mouvement assembléaire et auto-organisé, même si en réalité, nous pensons qu'ils essaient de s'appuyer et de se nourrir de ces groupes à la pratique assembléaire et anti-parti qui se rapprochent davantage de leurs énoncés et de la conception de la lutte.

Et voilà le hic, le point qui nous pousse à qualifier de dangereuse et nocive l'existence de ces groupes armés. Jusqu'à il y a peu, la lutte armée en Euskadi comptait avec deux protagonistes exclusifs : ETA et le bras armé de EIA. Les deux organisations ont développé une activité armée qui, en écartant les incommensurables différences, dans certains cas, aurait pu être attribuée indifféremment à l'une ou à l'autre. Néanmoins, nous sommes convaincus que notre lutte armée est révolutionnaire, alors que nous considérons la leur (à EIA) comme réformiste. La raison claire : notre lutte armée tente d'accomplir une fonction tactique et stratégique dans le processus politique que nous jugeons correct pour diriger le PTB vers l'objectif d'indépendance nationale et de Révolution socialiste; par contre, le bras armé de EIA accomplit par les armes le même rôle que son parti avec la plume : plonger les travailleurs basques dans le sommeil des réformes partielles sans les éduquer ni les préparer aux rudes tâches des transformations qui, par bonds, peuvent nous conduire au triomphe révolutionnaire.

Ainsi, le PTB se trouve face deux options politiques opposées, mais avec la particularité que dans les deux cas se retrouvent des traits communs, ce qui contribue à augmenter le degré de confusion dans les milieux, en soi déjà si raréfiés politiquement, de la société basque.

En ce qui concerne les autonomes, il peut arriver quelque chose de semblable, quoique avec des répercussions plus graves, dues au caractère radical de leur lutte, très ressemblante, superficiellement, à la nôtre.

2) Les Commandos Autonomes se disent indépendantistes et paradoxalement adoptent un instrument stratégique grâce auquel ils prétendent prendre le pouvoir par la voie insurrectionnelle. Il est clair que dans le contexte actuel de dépendance nationale d'Euskadi, par rapport à l'Etat bourgeois centraliste, les thèses insurrectionnelles ne sont valables que si l'on tient compte de l'ensemble de l'Etat espagnol, et encore, la corrélation des forces actuelles devrait varier substantiellement en faveur des forces populaires (basques, galiciennes, espagnoles etc...), par exemple par la prise de position d'une part importante de l'armée pour le peuple en armes. En admettant une telle éventualité qui, bien sûr, actuellement est très loin d'être réelle (il n'y a qu'à voir la triste expectative des forces révolutionnaires du reste du pays et l'homogénéité qui règne dans les forces armées espagnoles, c'est dès maintenant une absurdité d'ériger Euskadi en cadre autonome de la lutte des classes, et nous devrions rejeter une telle idée et promouvoir honnêtement une stratégie au niveau de tout l'Etat espagnol, qui serait en accord avec les thèses d'armer le peuple et de préparer son insurrection au niveau de l'Etat espagnol.

3) Leur structure (aux autonomes) aide à supporter un défaut de direction unitaire et un défaut d'unité d'action; ce qui signifie que les actions se réalisent forcément sporadiquement, comme qui dirait au jour le jour. L'inexistence d'une planification et d'une coordination centralisée est à l'origine d'une carence de vision globale de l'ensemble de l'activité armée développée, et les résultats ne peuvent venir à moins de se traduire en action sans continuité opérationnelle ni coordonnées politiques bien définies. Cela s'aggrave davantage quand l'autonomie des commandos permet de passer outre n'importe quelle décision adoptée en réunion de représentants, c'est-à-dire que les décisions ne lient aucunement les commandos qui peuvent les attaquer ou pas selon leurs critères.

En ligne générale, nous pouvons affirmer que la structuration particulière des autonomes ne conserve pas les principes essentiels de participation assembléeire, ni les bases de clandestinité et de sécurité indispensables dans toute activité de lutte armée. Si nous ajoutons à cela le fonctionnement un peu anarchique et basé sur des personnes et des zones très repérées, nous avons fait le point sur ces groupes et la prise qu'ils donnent à la répression en s'exposant de la sorte.

4) En conséquence, il est facile d'imaginer que les C.A. sont très accessibles à l'infiltration de la police ou des agents à la solde des services d'information espagnols.

Le principal ennemi actuel du gouvernement espagnol est la lutte armée des révolutionnaires basques. C'est pourquoi l'objectif principal du gouvernement est d'en finir avec elle coûte que coûte, soit au moyen de la répression, soit au moyen de sa destruction par l'intérieur. S'infiltrer dans ETA est difficile, tant à cause de notre structure clandestine, que par les moyens de sécurité interne dont, par expérience, nous disposons. Cependant, la police espagnole a une plus grande possibilité d'infiltration dans les groupes armés naissants et de même caractéristique que les C.A. où le recrutement et les modalités de déplacement laissent suffisamment à désirer.

La police espagnole peut à travers ces groupes accéder à un secteur de notre peuple qui appuie et pratique la lutte armée, et de là, renforcer une série d'initiatives qui, à un moment donné, leur permet un contrôle suffisant sur ces groupes pour provoquer des activités qui créent un net préjudice à la lutte armée, jettent le discrédit et aboutissent à une perte de prestige de ce type de lutte politique devant le peuple qui indiscutablement ne favorisera rien ETA et les objectifs stratégiques que nous défendons.

C'est pour cela que nous notions plus haut les sérieux doutes que nous nourrissons quant à l'avenir des groupes autonomes armés. S'ils ne se développent pas, cela sera dû à deux raisons : pour une part, à ce que notre pratique aura fait comprendre aux révolutionnaires basques le caractère inutile et inadéquat de l'existence d'autres groupes armés en Euskadi (tant sur le plan technique qu'en relation avec la nécessité d'une option révolutionnaire unique), d'autre part, et complémentirement, parce que la répression s'acharnera dès le début sur eux et les démantèlera rapidement. S'ils se développent, nous nous trouverons devant l'argumentation inverse de la précédente, mais toujours avec le doute que ces groupes soient renforcés et appuyés par la tolérance répressive, dans le but de se servir d'eux pour contrecarrer le potentiel de lutte armée de ETA.

Euskadi. Septembre 1978.

REPONSE DES COMMANDOS AUTONOMES

Un coup d'oeil au panorama révolutionnaire actuel en Euskadi, fait apparaître immédiatement un fait jusqu'à aujourd'hui politiquement inconnu : l'instauration, si l'on peut dire, d'un mouvement autonome qui, dans le domaine politique, culturel, social... et armé, tente d'échapper au contrôle traditionnel du Capital, basé en grande partie sur des mécanismes hérités du passé et déjà assimilés par lui comme le Parti, le Syndicat, l'Avant-Garde, les élitismes bureaucratiques... en essayant de donner les moyens d'une compréhension globale de la lutte par une théorie-pratique anti-capitaliste, indépendantiste, et autogestionnaire dans tous les sens.

La raison principale de la réalisation de ce travail est de tenter de clarifier, si possible, certains commentaires et doutes qui existent à ce sujet. En tant que membres du mouvement autonome armé, nous consacrons spécialement notre attention à ce thème, en prenant comme point de référence la critique faite par ETA-militaire dans son organe interne ZUTABE 9, parce que nous croyons qu'elle falsifie énormément la réalité par des accusations pouvant être considérées comme des calomnies visant à jeter le discrédit sur le mouvement autonome.

Nous sommes d'accord avec les milis pour dire que la lutte armée en Euskadi ne comptait jusqu'à ce jour que deux protagonistes : ETA (pm) et ETA (m). Les premiers se déclarent marxistes-léninistes dans leur mode d'interprétation de la lutte «révolutionnaire». Ils sont chapeautés par EIA. Ce parti, EIA, s'est créé à la suite de la 7ème Assemblée politico-militaire; son objectif est de diriger le processus révolutionnaire en Euskadi. Pour parvenir à la prise de pouvoir politique, on utilise massivement les moyens légaux comme le Parlement. La lutte armée est menée conformément aux nécessités du Parti, c'est-à-dire que, pratiquement, elle vient renforcer les tactiques politiques : depuis la confusion dans ETA (pm), en pleine propagande contre les Elections Générales, rendant impossible tout travail armé, et préparant la présentation du parti EIA à ces élections, jusqu'à la négation de la constitution dans laquelle les p-m se transformèrent en un organe de propagande voyant, attrayant pour EIA.

Pour ETA (m), cette activité est réformiste parce que selon eux : «le bras armé de EIA accomplit par les armes la même tâche que son parti avec la plume, plonger les travailleurs basques dans le sommeil des réformes partielles sans les éduquer ni les préparer aux rudes travaux de transformation qui, par bonds, peuvent nous conduire au triomphe révolutionnaire».

A première vue, il peut sembler que les milis mènent une lutte totalement contraire à celle des p-m, tant au niveau de leurs constants coups de main, qu'au niveau politique avec leurs positions plus radicales (élections, autonomie...) accompagnées d'une alternative KAS, comme base indispensable d'une négociation.

Notre vision à nous, autonomes, diffère totalement. Nous pensons que la lutte de ETA (p-m) ne comporte pas autant de différences qu'on le prétend avec celle des KAS/milis. La radicalité et constante activité armée des milis ne nous apparaît pas comme nécessairement et totalement révolutionnaire, car nous ne croyons pas que la lutte armée en tant que telle est capable en soi d'être la mise en oeuvre de la révolution (les groupes d'ultra-droite par exemple, consacrent toute leur activité à la lutte armée) mais qu'il faut l'englober dans le contexte politico-social où nous évoluons.

Pour nous, la manière de poser le problème, aussi bien de ETA (p-m) que de HASI, LAIA, milis, ne détruit en rien les relations entre le parti/syndicat et le peuple, relations de domination totalitaires et capitalistes propres au parti et au syndicat, positions avant-gardistes dans lesquelles l'autogestion et les formules assembléaires ou de participation directe dégénèrent et entrent en constante contradiction. Nous percevons comme bourgeoises les préliminaires de ETA (p-m) et de ETA (m). Ni le programme politique d'Euskadiko Ezkerra ni celui du KAS, ou de Herri Batasuna («qui contribue de quelque manière que ce soit à appuyer et fortifier la dynamique de lutte que nous, les forces politiques du KAS, et en général, la Gauche Abertzale essayons de mener afin de conquérir une Alternative conséquente pour Euskadi») n'engendrent des contradictions dans l'existence et le développement d'une bourgeoisie, mieux même, ils créent les conditions nécessaires pour appuyer un capitalisme basque; ce capitalisme basque, en supposant qu'il se réalise, se verra obligé avec le temps, de s'internationaliser - s'il ne l'est pas déjà au départ - pour son existence même dans la recherche de nouvelles technologies, de nouveaux marchés ou zones d'exportation etc, à travers des organismes économiques, politiques, militaires, tels le Marché commun, l'OTAN etc...

Ces programmes d'union avec la bourgeoisie, qui posent le problème de la lutte par le biais d'un front national basque, nient tout développement d'une lutte révolutionnaire et anti-capitaliste alentour, d'autant qu'ils mettent à la disposition du dit front, le travail d'appareils armés dans un sens qui, pour l'instant, et à moins de changer radicalement, ne constitue, nous le répétons, aucun danger pour le capitalisme qui a appris à se greffer sur les luttes partielles et à réapparaître là où on ne le combat pas à la racine. Nous ne croyons pas, comme ETA (p-m), en l'existence de capitalistes méchants et indéliçables, mais seulement en l'existence de capitalistes. Nous ne croyons pas comme ETA (m) en l'existence d'une police basque effective et populaire, mais en l'existence du policier comme élément répressif au service d'une exploitation, avant, maintenant et toujours. Pour nous, le plus important est de rompre avec ce jeu de la lutte armée menée sous la direction d'ETA, en opérant un transfert dans le peuple.

Là précisément le point de départ de grandes et fondamentales différences. Différences pour rompre avec le monopole de la lutte armée à base de programmes, partis et alternatives que le capital peut prendre en charge. Si ces types de lutte ne se sont par révélés avant, c'est que jusqu'à présent, la lutte menée par le PTB a été plus que jamais anti-répressive, lutte de survie face à une destruction du caractère national, destruction comme peuple; et c'est quand maintenant, précisément, on va au delà des positions défensives que surgissent les diverses propositions politico-militaires qui, indéniablement sont une réalité en Euskadi.

Comment nous concevons le rôle de la lutte armée.

Pour notre part, nous estimons que ETA mène actuellement une lutte de substitution, en ce sens qu'elle empêche, par sa pratique, le développement autonome de la lutte armée du peuple, même embryonnaire, pour cause de «dirigisme sur le peuple», avec l'excuse d'une soi-disant «éducation sur la nécessité de la violence» dont nous pensons qu'elle ne correspond pas à la réalité. ETA se sert du peuple comme d'un tremplin pour sa guerre «d'élite armée» contre l'Etat espagnol, qui aboutit à l'effet contraire de celui recherché : structure totalitaire et hiérarchiques... quoi qu'elles parviennent à obtenir, reposent le problème de l'auto-organisation révolutionnaire du peuple.

En tant qu'autonomes, nous pensons que la révolution est une tâche qui nous concerne tous; donc tout le monde la fait ou il n'y a pas de révolution. Dans le cas contraire, on pourrait considérer comme révolutionnaire n'importe quelle possibilité de changement d'un parti au pouvoir par un autre, ou

n'importe quelle nouvelle adaptation du mode d'exploitation capitaliste, dictature démocratique bourgeoise ou état bureaucratique (pays «socialistes» actuels : URSS, Chine, Cuba etc...). La lutte armée n'est pas un processus qui doivent monopoliser certains messieurs de l'élite, mais qui doit s'étendre et concerner tout le mouvement assembléaire, autonome, anti-autoritaire etc..., un processus qui selon les circonstances et le moment révolutionnaire, atteindra un plus ou moins grand degré d'assimilation, mais jamais ne devra être privilégié ou institutionnalisé dans un secteur ou un groupe déterminé, car cela serait entrer dans la dynamique du pouvoir et/ou du capitalisme. Pour nous, «éduquer le peuple», équivaut à créer des situations (au moyen d'une dynamique constante de lutte quotidienne) et mettre des moyens à sa portée pour qu'il «s'auto-éduque» à partir d'expériences vécues, de situations assimilables adaptées au développement du mouvement assembléaire autogestionnaire autonome... Mais en aucun cas nous n'avons à essayer de capitaliser les tentatives de développement de la lutte armée. Prenons par exemple le cas des Comités d'Auto-défense : ETA les mettrait volontiers à sa disposition, essayant de les assimiler, de les intégrer par le biais du centralisme démocratique du Comité Exécutif, niant ainsi toute évolution postérieure possible des dits Comités d'Auto-défense «accomplissant des tâches subsidiaires de l'Organisation Armée clandestine», évolution qui nierait l'existence d'ETA comme organisation armée séparée du peuple, c'est-à-dire qui mettrait en jeu l'existence même de ETA.

A côté de cela, ils argumentent sur l'impossibilité de mener à bien une lutte armée auto-organisée et issue d'assemblées ouvrières et populaires. La pratique elle-même démontre l'inexactitude d'un tel propos, bien que ce soit dans les tentatives encore mineures et peu expérimentées (SEAT de Barcelone, Baikier de Olaveaga, Melisod de Luchana, Figadero...), là où le parti et le syndicat sont remplacés par l'auto-organisation des travailleurs en lutte. Même en reconnaissant que dans 95% des cas c'est le contraire qui se produit, le problème radical consiste à mener une lutte qui naisse des nécessités propres de l'assemblée. Que l'action, au début, soit le fait de minorités, ne doit pas aboutir ni à la paralysie de ces minorités, ni à la transformation de la lutte armée de moyen en fin; l'union de la lutte armée comme moyen avec d'autres moyens (démocratie directe à tous les niveaux) rendra impossible la pratique d'une élite.

«Pour cela, nous pensons que dans la pratique, les autonomes sont beaucoup moins assembléaires qu'ils le préconisent sur le papier». Cela signifie que là où existe l'assemblée, celle-ci puisse comprendre diverses

tendances, et l'action menée à bien puisse être approuvée seulement par l'une d'entre elles et que nous entrions dans le jeu du plus fort.

Nous proposons l'assemblée comme moyen de concrétiser des expériences autogestionnaires, comme un commencement de réalisation pratique vers le «communisme libertaire», et non comme fin en soi. L'assemblée est pour nous un moyen de participation directe populaire. Quelle relation peut exister entre un Commando et l'Assemblée ? En tant que partie intégrante de l'assemblée (mais non centralisée et uniforme), il peut donner de manière autonome une réponse à telle situation précise débattue et discutée auparavant en assemblée; si sa pratique échappe aux moyens et au développement du mouvement, elle s'effectuera non dans un sens substitutionniste mais situationnel. Nous n'essayons pas de convaincre ou de diriger, mais tâchons de doter tous ceux qui le désirent de bases permettant leur réelle participation; nous allons jusqu'à pousser les contradictions avec des souvenirs mûris d'expériences assembléaires et armées antérieures joints à des faits actuels, pour que soient assimilés les dits moyens de méthodes en débat général, en établissant une corrélation entre théorie et pratique (passées comme présentes) conforme à ses possibilités.

Majorités ou minorités ? Il y a un regrettable malentendu quand on parle d'Autonomie, Unanimité et Assemblée. Nous respectons l'existence libre et solidaire de différentes positions relatives à tel ou tel problème traité en assemblée (toujours à condition que ce soit le moyen de mener à bien la lutte contre le boulot de contrôle et de répression d'éléments anti-assembléaires et opportunistes comme le parti, le syndicat...) dans la mesure où ces positions ne se figent pas, favorisent ainsi la naissance d'un nouveau groupe organisé de contrôle. Nous voyons l'autonomie comme la possibilité pour les groupes d'appréhender chaque problème de manière spécifique sans qu'il s'agisse d'imposer une conception, mais plutôt dans une confluence de pensée qui conduit à un développement collectif. De la manière de discuter et d'apprendre des expériences naît ce développement; celui-ci n'est pas unifié au nom de telle ou telle majorité ou minorité, mais il part d'expériences claires qui nous conduisent à faire de la lutte armée la partie d'un tout qui, avec l'expérience quotidienne, affirmera toujours davantage idées et pratiques.

«Primo, parce que le mouvement assembléaire n'est pas du tout une formule enracinée dans l'immense majorité des peuples d'Euskadi, à tel point que son extension et son renforcement seraient des conditions préalables, si nous pensons la lutte armée comme équilibrée au niveau de tout le territoire national».

Nous pensons que cet argument est sans fondement. Exactement comme si nous disions qu'ETA ne peut agir que là où il y a un mouvement indépendantiste enraciné et étendu. Que fait alors ETA dans la plus grande partie de Alava et de Navarre ? Comment mener à bien une lutte armée avec le Commando «Erribera» de Tudela, dans une ville où l'on trouve les plus forts indices de participation favorable aux dernières élections ? Cela serait contradictoire avec le propre raisonnement de ETA.

Nous comprenons la lutte armée comme une corrélation entre la théorie et la pratique. Il ne s'agit pas de premiers ou seconds plans, de telle priorité à mener à bien, mais d'une relation de correspondance. Là où le mouvement assembléaire, autonome, n'existe pas, notre travail consisterait en l'approfondissement des contradictions et la mise en évidence, au moyen d'actions assimilables, des problèmes inhérents aux luttes (revendications politico-sociales en faisant d'elles un tout) aux tensions qui existent en permanence, et principalement quand il y a radicalisation et qu'est remise en cause la relation «dirigeants-dirigés». Ces luttes tendraient, en fonction de leur propre développement, de leur propre expérience, à se stabiliser en nouveaux fronts de lutte contre le capital. Il ne s'agirait pas alors d'essayer de faire des assemblées un tremplin de la lutte armée comme mode d'action qui s'enracinerait au fur et à mesure de son propre développement.

«Parce que le degré de répression réduirait à néant toute tentative dans ce sens».

Quand l'assemblée ou le mouvement prend corps dans une lutte révolutionnaire, sa destruction au niveau répressif s'avère difficile dans la mesure où il ne s'agit pas d'écraser tel ou tel groupe déterminé par des moyens politiques (syndicats et partis entre autres) ou policiers, mais de lutter contre un mouvement qui participe de la démocratie directe, sans personnalisme, sans dirigeants, chacun faisant partie du tout. Sa destruction ira décroissant à mesure que les moyens de résistance seront assimilés et s'étendront grâce à la connaissance des propres expériences du mouvement. C'est-à-dire par exemple : Tres de Marzo, Iruina, Renteria, Amnistia en 77... où la répression policière ne fut pas la cause directe de la destruction du mouvement tant que c'était tout un peuple qui participait à cette lutte et non une minorité x ou y constituée de manière fermée. Ce fut plutôt l'action des partis politiques et des syndicats qui tua le mouvement, avec leur élitisme, leur volonté de diriger, contrôler et canaliser, remettre sur la voie de l'ordre établi, par l'intermédiaire de «représentants authentiques du peuple» à qui on laisse les mains libres pour la négociation. Quand on prend réellement conscience de cela, on met en pratique les moyens opportuns contre la délégation de pouvoir de

chaque individu : démocratie et action directes (participation populaire unique à tous les niveaux, et avec des délégués non élus et révocables par l'assemblée, sans qu'ils ne se constituent en un nouveau groupe avec partis et syndicats). Alors, la destruction du mouvement est très difficile car c'est un peuple qui avance à sa propre cadence, dont le guide est l'expérience collective passée et présente, et qui possède des moyens tout à fait à sa portée.

«... c'est une absurdité (la lutte armée par l'assemblée) qui n'est possible qu'une fois instauré le pouvoir politique du prolétariat et une fois la révolution socialiste consolidée, et même là, nous pensons que ce procédé serait à déconseiller face à la possibilité d'une agression militaire des forces impérialistes qui nous obligerait à nous défendre». - «... Ils se disent indépendantistes (les Commandos Autonomes) et paradoxalement adoptent un instrument stratégique grâce auquel ils prétendent prendre le pouvoir par la voie insurrectionnelle».

Le processus révolutionnaire est long et compromis. Long parce que c'est tout un peuple qui doit en prendre conscience et le réaliser. Compromis parce que concevoir Euskadi comme le cadre exclusif de sa réalisation le rend plutôt improbable. Mais cela n'empêcherait pas une minorité de se donner le droit de faire «sa révolution» et s'installe au pouvoir comme un nouveau groupe capitaliste agissant à sa guise parce qu'il en aurait les moyens, et que le peuple serait relégué au dernier plan. La révolution est une aspiration qui se développe par la base et non par délégation. Qu'en Euskadi le processus soit plus avancé n'empêche pas, bien au contraire, que le moment venu, il soit l'étincelle qui secoue les contradictions internes dans lesquelles se débattent les autres peuples de l'Etat espagnol, français, européen, et que ceux-ci brisent les moules dans lesquels ils sont enfermés. Les moyens de communication actuels facilitent la tâche ardue de solidarité révolutionnaire en respectant à tout moment le développement autonome révolutionnaire propre à chaque peuple, tout en permettant de mettre en commun dès aujourd'hui le travail de sape de la vie quotidienne où nous relègue le capitalisme. Nous savons que ce sera long, en corrélation avec le développement de mouvements d'auto-organisation et autonomes de chaque peuple, dans chaque lutte, mais ce dont nous sommes certains, c'est que cela ne viendra pas d'un coup d'Etat effectué par une minorité, dans un seul pays ou de l'éventualité d'un nouveau Cuba en Europe, îlot du capitalisme bureaucratique de l'Est.

«Leur structure (aux C.A.) aide à supporter un défaut de direction unitaire et un défaut d'unité d'action».

La pratique elle-même annule (à cause de notre courte existence de mouvement armé) ou annulera la validité de cette critique. L'unité d'action n'équivaut pas au mandat arbitraire d'une direction forte du pouvoir exécutif, mais à l'accord sur la réalisation d'une action à travers son approbation par chaque élément. Autonomie signifie entre autres libre convergence d'activité, en prenant pour base l'assimilation du problème par chaque commando. Ce qui crée de forts liens d'union et précisément la libre acceptation et non l'unanimité dictatoriale. En tant qu'autonomes, et à partir de bases telles que l'anti-capitalisme, l'indépendance et le communisme libertaire, nous ne nous sentons pas enfermés dans une unicité idéologique totale et impossible, mais chacun comme membre du peuple, libre de comprendre et de développer des préceptes non imposés autoritairement par un groupe.

«... les commandos sont très accessibles à l'infiltration de la police et d'agents à la solde des services de renseignements espagnols». - «... s'ils se développent, nous nous demanderons s'ils sont appuyés par la tolérance répressive dans le but de s'en servir pour contrecarrer le potentiel de la lutte armée de ETA».

Jamais nous n'avons mis en doute l'honorabilité révolutionnaire du militantisme de ETA comme cela a été dit en certaines occasions. Mais ce qui nous attriste, c'est qu'une fois épuisées les argumentations théoriques, on avance des affirmations douteuses au lieu de débattre. Nous aussi nous pourrions penser que si nous grandissons et que ETA existe toujours, ce sera dû au fait que la bourgeoisie (comme le fait EIA pour ETA (pm)) soutiendra ETA (m) pour créer la confusion par rapport à la lutte armée, et tenter de contraindre le mouvement autonome. Mais il ne s'agit pas ici de parler pour parler, mais de raisonner. Si le C.A. était un groupe fermé, basé sur le personnelisme et la hiérarchie, il courrait le danger d'une destruction par infiltration de sa direction. Cependant, nous ne tomberons pas non plus dans le piège imbécile et vaniteux de nier les infiltrations, parce que de fait, tout ce qui peut nuire, même légèrement au système est menacé de destruction, et l'infiltration reste un moyen puissant de destruction. Mais quand la convergence des commandos se réalise sur la base du commando lui-même, sans monopole de pouvoir et en constante union avec le mouvement assembléaire dont il est une part active, dans la tentative de parvenir à une élaboration assimilable et généralisée, l'infiltration est bien moins dangereuse que dans

le cas d'une organisation centralisée. Le contraire traduirait un mauvais fonctionnement qui, s'il se produisait, devrait être corrigé dans la pratique et non par la théorie pure.

Ce dont nous sommes convaincus, c'est de la radicalisation de certains secteurs du PTB qui prend son propre destin en main et par des moyens qui limitent l'infiltration capitaliste et rendent impossible son développement aussi bien dans la théorie que dans la pratique. Cela continuera tant que les individus du PTB eux-mêmes coude à coude, sauront refuser de céder leur pouvoir aux différentes personnalités ou sectes qui oeuvrent à la structuration d'un nouveau capitalisme.

COMMUNIQUE EXPLICATIF DES COMMANDOS AUTONOMES

Après les informations diffusées par la presse et d'autres médias nous soupçonnant d'être liés à ETA (m) et de donner des informations à cette organisation, nous tenons à signaler que :

1) A aucun moment nous n'avons maintenu des rapports organisationnels avec ETA (m) du fait même de notre origine différente se situe, pour notre part, dans les secteurs les plus avancés de la classe ouvrière basque, avec une dynamique anti-capitaliste et indépendantiste. Si nous avons, dans ces secteurs, porté le développement de la lutte de classes quotidienne à son point culminant, avec la lutte armée, il ne faut pas oublier notre intervention consciente dans les plateformes ouvrières et populaires.

2) Nous éprouvons un grand respect et de l'admiration pour les individus composant ETA (m) et pour l'organisation elle-même, malgré les désaccords de type organisationnel (méthodologie, structuration, hiérarchie...) et idéologique (conception «foquiste»/insurrection armée du prolétariat...). Nous nous considérons comme des frères de lutte frontale contre le système capitaliste jusqu'à l'obtention de l'indépendance et du socialisme en Euskadi. Nous nous sentons solidaires dans les épreuves que sont les souffrances, les tortures, les emprisonnements... et par rapport au climat de confusion et de tergiversation créé par les partis et les syndicats autour de la violence révolutionnaire des opprimés et des exploités.

3) Notre conception de la lutte armée est fondée sur l'importance que nous donnons à l'organisation que se crée la classe ouvrière dans ses luttes contre le système et les canaux intégrateurs et mensongers des partis et syndicats. C'est dans cette organisation de la classe (qui fonctionne selon les critères d'autonomie et d'auto-organisation prolétarienne), que doivent se créer les premiers noyaux armés qui, dans ce même processus, s'étendront à tous les secteurs révolutionnaires en lutte. Ces noyaux doivent répondre aux agressions continues de la bourgeoisie, dans tous les domaines, et à tous les niveaux de notre vie. Nous ne voulons pas nous en tenir à une action défensive, mais acquérir une dimension offensive contre tous les engrenages qu'u-

tilise le système capitaliste pour maintenir et faire prévaloir ses privilèges de classe dominante. Ces noyaux armés (commandos autonomes) ne doivent pas être des groupes élitistes et des professionnels de la révolution, bien qu'ils aient à connaître l'art de la guerre, la tactique et la stratégie de la révolution prolétarienne, ainsi que le maniement et le parfait fonctionnement de l'armement et de la guérilla. Tout devra être orienté vers la création d'embryons de pouvoir militaire au sein de la classe ouvrière. Dans le futur, ceux-ci se joindront aux pouvoirs ouvriers et populaires, les Conseils Ouvriers du Territoire Basque, pour un Auto-gouvernement Ouvrier dans une société autogérée et contrôlée par les exploités.

4) Enfin, nous prions le peuple de continuer la lutte pour l'amnistie totale (politico-militaire, ouvrière...) car c'est seulement lui qui peut nous sortir des cachots démofascistes, démontrant ainsi à ce Gouvernement constitutionnel que jusqu'à l'obtention de l'INDEPENDANCE et du Socialisme, il n'y aura ni paix, ni comportement «civico-démocratique», mais des mobilisations, du sang, des larmes, et, enfin, la victoire.

VIVE LA LUTTE ARMEE I

Membres d'un Commando Autonome emprisonné.

12.12.78